

**UNE PÉTITION RAVAGEUSE QUI
PLOMBE L'ÉTÉ DU GOUVERNEMENT !**

**DES EMPIRES DE PRESSE
AUX MAINS DE FACHOS
MILLIARDAIRES**

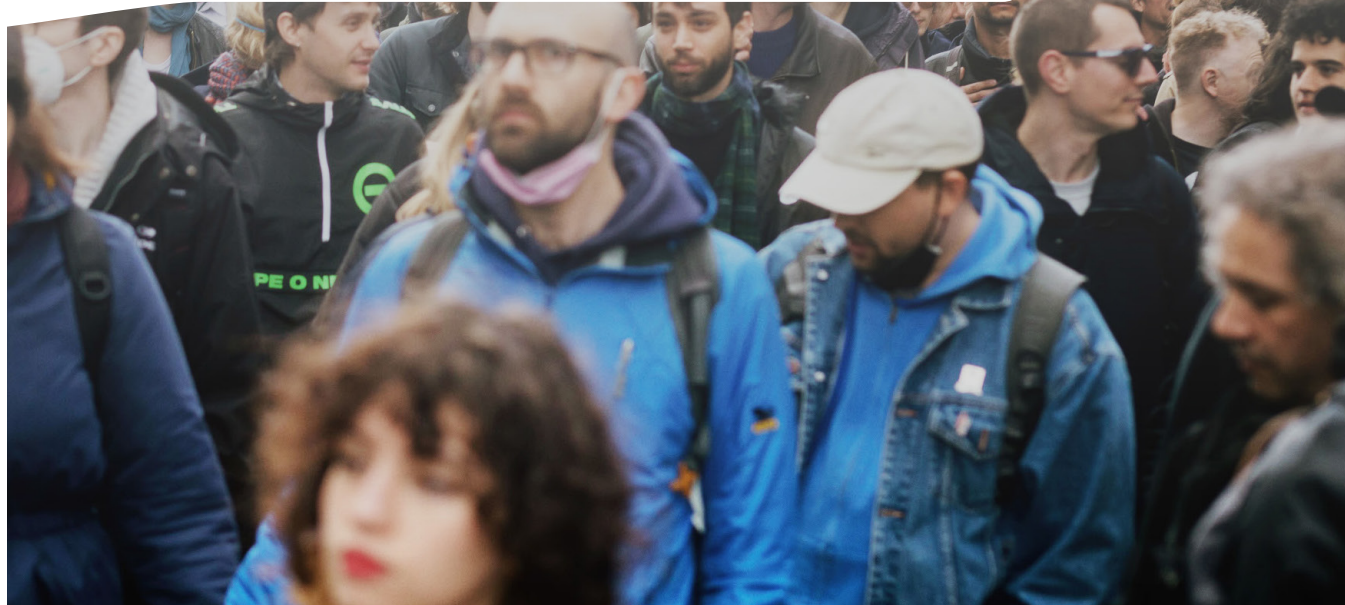
RÉVOLUTIONNAIRES

39 24 JUILLET 2025 • 2 € • LE JOURNAL DU NPA-RÉVOLUTIONNAIRES

POUR UN PARTI DES TRAVAILLEURS ET TRAVILLEUSES,
COMMUNISTE ET INTERNATIONALISTE

**Contre la guerre sociale
de Macron-Bayrou,**

**Préparons
UNE RENTRÉE
DES LUTTES !**



ÉDITORIAL

C'est une véritable déclaration de guerre aux classes populaires que Bayrou a adressée le 15 juillet dans sa présentation du budget 2026. Maintenant, ce ne sont plus 40 milliards, mais 44 milliards que le gouvernement devrait trouver... dans nos poches pour, dit-il, redresser les comptes de l'État et financer le budget de l'armée. Comme toujours, les serveurs de la bourgeoisie ne demandent rien aux riches, à ceux qui possèdent déjà tout : ce sera à nous, travailleuses et travailleurs, de faire tous les sacrifices.

UNE ANNÉE BLANCHE... QUI DOIT NOUS FAIRE VOIR ROUGE !

Les salaires des fonctionnaires, les prestations sociales, les retraites, les allocations chômage seront bloqués en 2026, sans tenir compte de l'inflation. Bayrou veut aussi augmenter les impôts des retraités en supprimant pour certains l'abattement de 10 %. Les dépenses de santé seront rognées, en déremboursant encore des médicaments et en s'attaquant à la prise en charge des maladies de longue durée. Un fonctionnaire sur trois partant à la retraite ne sera pas remplacé. Autant d'emplois en moins pour les jeunes générations, et d'aggravation de la situation dans les écoles, les hôpitaux et tous les services publics.

Pour les salariés, c'est un véritable plan de surexploitation qui est annoncé : un nouveau durcissement des conditions d'accès aux indemnités de chômage, pour nous forcer à accepter n'importe quel emploi, la suppression de deux jours fériés sans augmentation de salaire... et voilà que la mi-

SUITE PAGE 2 >>

NPA
RÉVOLUTIONNAIRES



POLITIQUE	p. 1 à 3	INTERNATIONAL	p. 4-5	DOSSIER	p. 6-7	PREMIÈRES LIGNES	p. 8-9	CULTURE	p. 10-11	NPA JEUNES-R	p. 12
Éditorial Contre la guerre sociale de Macron-Bayrou, préparons une rentrée des luttes !	Kanaky : un accord qui fait la part belle aux colons d'extrême droite	Embrasement meurtrier en Syrie : les puissances régionales soufflent sur les braises	DES EMPIRES DE PRESSE AUX MAINS DE FACHOS MILLIARDAIRES	Le nombre d'élèves baisse : il faut moins d'élèves par classe !	Verdict de classe contre les cinq postiers du 92	Lectures d'été					
Quand Bayrou se croit tout permis	Avancées et tensions sur les soins de transition de genre	Les dirigeants européens complices du génocide à Gaza	En quoi la presse bourgeoise est-elle bourgeoise ?	Cenexi Fontenay-sous-Bois : face à la menace du PSE, s'organiser pour la riposte !	Grève à la RATP	Film : <i>Once upon a time in Gaza</i> , Arab et Tarzan Nasser					
La « résistance »... en laissant le choix des armes à l'ennemi !	Loi Duplomb : succès fulgurant de la pétition	L'Ukraine toujours sous les bombes, des profits toujours grâce aux bombes	Le Monopoly médiatique des milliardaires	Grève de la métallurgie à Cadix (État espagnol)	Pour Daniel et tous les autres collègues : un pour tous et tous pour un !	Exposition : <i>Banlieues chéries</i> , l'expo qui recadre les clichés, au Musée de l'Histoire de l'immigration					
	Georges Ibrahim Abdallah enfin libéré	Bolsonaro sous bracelet électronique, Trump à sa rescousse ?	Gilets jaunes : la haine de classe en direct sur vos écrans	Tour de France : Maillots rouges et bords de route							
		Torre Pacheco, État espagnol : face au racisme de l'extrême droite, unité de classe et mobilisation massive pour combattre le fascisme dans les rues !	La presse française dans la première guerre du Golfe								
			Touche pas à mon faf : la presse et l'extrême-droite								
			Leur presse et la nôtre								

» SUITE DE L'ÉDITORIAL

Quand Bayrou-Picsou se croit tout permis...

nistre chargée du travail annonce la monétisation de la cinquième semaine de congés payés, c'est-à-dire travailler sur ses jours de repos en échange d'une majoration du salaire. La logique est simple : refuser d'augmenter les salaires et demander de travailler plus, pour le même montant finalement, puisque les prix, eux, ne cessent d'augmenter.

DE QUOI PRÉPARER LA RIPOSTE

Les attaques sont tellement grosses que les confédérations syndicales se sont senties obligées de se réunir en urgence... pour appeler à signer une pétition contre le budget Bayrou. Le succès de celle contre la loi Duplomb les a visiblement inspirées, mais il faudra bien plus pour faire entendre la voix des travailleurs. Pas question de nous piquer les milliards que nous n'avons pas, alors que patrons et actionnaires continuent à toucher le pactole.

Les grandes entreprises empochent chaque année 211 milliards d'aides, sur lesquelles il n'existe aucun contrôle. Aucun bilan, si ce n'est de les enrichir toujours plus. Voilà qui explique une bonne partie du déficit prétexté par Bayrou. Sans parler des entreprises de l'armement : les 3,5 milliards d'augmentation du budget de l'armement annoncés par Macron le 14 juillet vont profiter aux Dassault, Thalès et bien d'autres. La France serait menacée par d'autres puissances ? Mais dans l'immédiat, ceux qui nous attaquent, ce sont les patrons et le gouvernement de Macron à leur service !

Dans son discours aux armées, Macron a dit que « pour être libres dans ce monde, il faut être craints ». De quoi nous donner des idées : nous qui sommes à la base de toutes les richesses de l'économie capitaliste, tous ensemble, nous avons une force énorme et c'est bien ça que craignent les capitalistes !

Débattons, réunissons-nous, pour préparer la contre-attaque dès la rentrée. Car c'est bien ce dont devraient discuter les directions syndicales. Dans tous les cas, ce sont nous, les travailleurs, qui pouvons décider de rentrer en lutte, pour défendre nos vies face à la soif effrénée de profits des capitalistes.

• 22/07/2025

« Notre pronostic vital comme État est engagé » a asséné Bayrou lors de son discours du 15 juillet pour justifier les 44 milliards d'euros d'économie prévues pour le budget 2026. Il a alors déroulé une vraie thérapie de choc pour les classes populaires :

- la suppression de deux jours fériés (le lundi de Pâques et le 8 mai)... sans oublier la provocation de la ministre du Travail et de l'emploi, proposer de monétiser la cinquième semaine de congés payés !
- une « année blanche », soit la désindexation de l'inflation des prestations sociales et des pensions de retraite, de la masse salariale des fonctionnaires, des barèmes de l'impôt sur le revenu et de la contribution sociale généralisée (CSG).
- le gel des budgets des collectivités territoriales.
- une nouvelle casse de l'assurance chômage.
- la réduction de 3 000 emplois publics dès l'année prochaine et la suppression de 1 000 à 1 500 emplois dans « certaines agences » de l'État.
- l'augmentation de la part prise en charge par les patients pour les médicaments et actes médicaux avec le passage des plafonds annuels des franchises et des participations forfaitaires de 50 à 100 euros par an.

- la réduction de la prise en charge des affections de longue durée (ALD) dès 2026, en « sortant du remboursement intégral les médicaments sans lien avec l'affection déclarée ou à faible effet médical, et également en sortant de ce statut les patients dont l'état de santé ne le justifie plus ».
- la mise au régime sec des hôpitaux publics auxquels il sera demandé une plus grande « maîtrise de leurs achats », en les incitant à la « réutilisation, après vérification, des dispositifs médicaux et médicalisés (fauteuils roulants, cannes anglaises...) ».
- une chasse accrue aux arrêts maladie, « après négociation des partenaires visant à responsabiliser les entreprises sur la prévention et les salariés contre les arrêts abusifs »... (sic).
- la suppression de l'abattement de 10 % pour le calcul de l'impôt sur le revenu sur les pensions de retraites.

Il n'y a que pour l'armée que Bayrou sera aux petits soins : 6,7 milliards de dépenses supplémentaires !

MARIE DAROUEEN • 21/07/2025

LA « RÉSISTANCE »... EN LAISSANT LE CHOIX DES ARMES À L'ENNEMI !

Dès le 16 juillet, la présidente du groupe LFI à l'Assemblée nationale, Mathilde Panot, a qualifié les annonces de Bayrou de « véritable déclaration de guerre sociale », expliquant le refus de participer aux discussions annoncées par Éric Lombard. Une guerre qu'elle compte mener avec une seule arme : la censure. Une censure qui nécessiterait les voix du Rassemblement national et du Parti socialiste. Or, si le président du groupe socialiste, Boris Vallaud, a déclaré que « les propositions du gouvernement ne sont pas acceptables et n'offrent pas de base de négociation », il n'en demande pas moins « une vraie discussion ». Le premier secrétaire du PS, Olivier Faure, n'excluant pas quant à lui la censure, « seule perspective possible »... tout en se disant « ouvert aux compromis ».

Le 17 juillet, dans les colonnes du Monde, François Hollande portait le même avertissement : « Si le gouvernement veut écarter le risque de la censure, il doit réviser profondément ce budget », tout en ajoutant que le rôle de son groupe est « d'infléchir significativement les orientations présentées ».

De son côté, le secrétaire du PCF, Fabien Roussel appelle à « résister » en... constituant « un pacte pour l'avenir de la France ».

Entre batailles parlementaires et négociations, aucun de ces partis ne songe à en appeler aux luttes des travailleurs et travailleuses. Leur perspective à tous, c'est : restez tranquilles et laissez faire les institutions. Voilà qui va faire trembler le Medef !

JEAN-BAPTISTE PELÉ • 21/07/2025

CONTACTEZ-NOUS
courrier.des.lecteurs@npa-revolutionnaires.org

ABONNEZ-VOUS : VERSION PAPIER

6 MOIS 20€ OU 25€ PRIX DE SOUTIEN

12 MOIS 40€ OU 50€ PRIX DE SOUTIEN

NOUVEAU : VERSION NUMÉRIQUE

1 AN 20€

PAR CARTE BANCAIRE (SUR LE SITE)

npa-revolutionnaires.org/abonnement

PAR CHÈQUE

À l'ordre : "Les Amis de Révolutionnaires - Journal du NPA"

ADRESSE : LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA BP60008 IVRY 94201 CEDEX

RÉVOLUTIONNAIRES

NUMÉRO 39 • 24 JUILLET 2025 • 2 EUROS

ÉDITÉ PAR

« LES AMIS DE RÉVOLUTIONNAIRES - JOURNAL DU NPA »

ASSOCIATION LOI DE 1901.

ADRESSE : BP60008 IVRY 94201 CEDEX

BUREAU DE L'ASSOCIATION : MARIE-HÉLÈNE DUVERGER, AURÉLIEN GAUTREAU, CLAUDE ROUSSET

DIRECTEUR DE PUBLICATION ET RESPONSABLE DE RÉDACTION

AURÉLIEN GAUTREAU

CPPAP 0525 P 11528

NUMÉRO ISSN 2970-6548

TIRAGE 3 000 EXEMPLAIRES

IMPRESSION POP - PARIS OFFSET PRINT

30, RUE RASPAIL, 93120 LA COURNEUVE

TÉL. : 01 49 63 66 66

KANAKY

L'accord de Bougival fait la part belle aux colons d'extrême droite

À Bougival, les négociateurs représentant les colons, les « loyalistes », et les indépendantistes ont abouti le 13 juillet à un accord. Mais, dans l'archipel, bien des militants kanak l'ont vu comme une trahison.



L'accord prévoit en effet d'élargir le corps électoral aux élections locales à 20 000 résidents français supplémentaires. C'est justement ce qui a été à l'origine des émeutes qui ont embrasé l'archipel l'an dernier. Les provinces seraient dotées d'une plus grande autonomie et la province Sud, la plus riche, verrait sa représentation à l'Assemblée locale renforcée. La plus grande autonomie accordée aux régions, en particulier en matière fiscale, préserverait la possibilité d'évolution vers la sécession souhaitée jusque-là par Sonia Backès, la présidente de la province Sud et chef de file des colons d'extrême droite. Toujours dans l'accord, le référendum d'autodétermination, pourtant garanti par les règles internationales, serait abandonné au profit d'une consultation « non binaire » en février 2026.

La contrepartie de ces abandons est la création d'un État de Nouvelle-Calédonie lié à la France, avec l'existence d'une double nationalité : calédonienne et française. Un État qui « pourrait » être reconnu par les autres États... mais serait privé des compétences en matière de défense, de monnaie, de justice et de sécurité. Ne reste que la possibilité d'avoir des flics locaux (comme toutes les communes...) et celle d'avoir des représentations diplomatiques. La possibilité que soient transférées les compétences dites « régaliennes » est bien prévue dans l'accord, mais uniquement si elles sont réclamées par l'Assemblée locale et

à la majorité des deux tiers. Autant dire que cela ne risque pas de se produire !

« Une revendication indépendantiste marginalisée, pas de référendums, un transfert des compétences régaliennes qui reste une pure virtualité que personne ne réclame », a affirmé un juriste proche des loyalistes, Eric Descheemaeker.

La seule contrepartie pour les Kanak consiste donc en symboles et la possibilité de « postes » honorifiques pour la mince couche privilégiée kanak dont les accords de Matignon de 1988 et ceux de Nouméa de 1998 avaient déjà permis le développement.

L'État français a promis de l'argent pour surmonter la crise économique et sociale qui sévit en Nouvelle-Calédonie et qu'il a lui-même créée. Mais c'est aussi une façon de créer des clivages au sein du camp indépendantiste, divisé sur l'attitude à avoir par rapport aux aides financières sans lesquelles l'économie de l'archipel tourne au ralenti. De toute façon, cet argent servira avant tout à relancer des entreprises des colons que les émeutes avaient mises à mal.

Quant aux problèmes des populations kanak, ils resteront entiers : chômage et pauvreté côtoient la richesse insolente de colons arrogants. Et les humiliations qui sont le lot de ceux dont les terres ont été accaparées par la violence coloniale demeureront.

L'État français a pris la précaution de maintenir sur place des milliers de flics et gendarmes et garde en otage en métropole les principaux dirigeants indépendantistes comme Christian Tein, mais aussi des dizaines de jeunes répartis dans les prisons métropolitaines. Par peur des réactions des Kanak. Et l'on verra bien si la jeunesse – qui avait lancé le signal de la révolte l'an dernier – et, plus généralement, la population pauvre de l'archipel voient dans l'accord autre chose qu'une forfaiture.

JEAN-JACQUES FRANQUIER • 22/07/2025

LOI DUPLOMB : SUCCÈS FULGURANT DE LA PÉTITION QUI FUSTIGE L'AGROBUSINESS !

La pétition déposée le 10 juillet dernier contre la loi Duplomb sur le site de l'Assemblée nationale par Eléonore Pattery, une étudiante de 23 ans, remporte un succès populaire inédit, le nombre de signatures augmentant de façon exponentielle : 200 000 le 18, un million le 21, un million et demi le lendemain ! Une sacrée épine dans le pied du gouvernement et des parlementaires macronistes, LR et RN qui ont imposé la loi sans débat ! Portant le nom du sénateur LR qui l'a rédigée et cyniquement intitulée « Lever les contraintes à l'exercice du métier d'agriculteur », cette loi est en réalité un concentré de mesures écocidaire au service des géants de l'agro-industrie : soutien aux mégabassines, réautorisation des néonicotinoïdes tueurs d'abeilles, autorisation de drones pulvérisateurs de pesticides, facilitation d'implantation d'élevages intensifs, limitation des contrôles publics...



Elle a été votée « à l'arrache » et est défendue bec et ongles par la FNSEA et la Coordination rurale. Elle est par contre dénoncée par la Confédération paysanne, 22 sociétés savantes médicales, la Ligue contre le cancer, les personnels de l'Agence nationale de sécurité sanitaire, la Fondation pour la recherche médicale, le Conseil scientifique du CNRS, la Fédération des régies d'eau potable, des centaines de médecins et de chercheurs...

Même si cette pétition ne suffira pas à faire abroger cette loi infâme, elle témoigne d'une indignation large contre l'impunité de l'agrobusiness et indique sans aucun doute la possible fertilisation d'un terreau favorable à des prochaines mobilisations dans la rue.

MARIE DAROUE • 22/07/2025

Georges Ibrahim Abdallah enfin libéré !

Condamné en 1987 et libérable depuis 1999, Georges Ibrahim Abdallah, le plus ancien prisonnier politique en France, pourra enfin sortir de prison le 25 juillet prochain. Jeudi 17 juillet, comme régulièrement depuis son incarcération, un rassemblement de soutien s'est tenu à Lannemezan, devant la prison où il est détenu, en présence de représentants du collectif Abdallah, de LFI, du PC, de Lutte ouvrière, du NPA-R. Une nouvelle initiative devrait avoir lieu le 24 juillet, la veille de sa sortie.

Co-fondateur des Fractions armées révolutionnaires libanaises (FARL), Georges Abdallah avait été arrêté en 1984 puis condamné en 1987 pour complicité d'assassinat contre Charles R. Ray, attaché militaire de l'ambassade des États-Unis en France, et Yacov Barsimantov, conseiller à l'ambassade d'Israël, dans le cadre d'un procès politique qui visait à faire taire les protestations contre la colonisation israélienne. Non seulement la preuve de cette complicité n'a jamais été apportée, mais le gouvernement avait mensongèrement attribué aux FARL les attentats de septembre 1986 à Paris, qui avaient fait onze morts et près de deux cents blessés, créant le contexte dans lequel Abdallah fut condamné à la réclusion à perpétuité. Quelques semaines



plus tard, la responsabilité de l'État iranien était établie, sans que cela change quoi que ce soit à sa condamnation

Les tribunaux avaient déjà décidé sa libération en 2003 et en 2013, mais les ministres concernés l'avaient refusée sous la pression des États-Unis et d'Israël. L'acharnement a continué jusqu'à aujourd'hui : le parquet général de Paris a annoncé le 21 juillet s'être pourvu en cassation. En principe, Georges Ibrahim Abdallah va néanmoins pouvoir quitter comme prévu sa prison vendredi 25 juillet... il faut rester vigilants en attendant qu'il soit effectivement libéré. Tous ceux qui se sont acharnés contre lui ont pour successeurs ceux qui accomplissent, ou soutiennent, les massacres commis à Gaza. La lutte continue !

LÉONARD VALOT • 20/07/2025

AVANCÉES ET TENSIONS SUR LES SOINS DE TRANSITION DE GENRE

Quatre ans après sa saisine par le ministère de la Santé, la Haute autorité de santé (HAS) a publié ses recommandations sur la prise en charge des transitions de genre le vendredi 18 juillet. Tous les rapports produits par la HAS sont le produit d'un consensus d'experts (soignants, associations, usagers), ce qui permet d'avoir la meilleure compréhension de toutes les situations. Pourtant, durant la rédaction du rapport, les médias de droite et d'extrême droite ont critiqué la composition du groupe de travail dédié, visant en réalité le sujet même du rapport. Leurs pressions ont retardé sa publication, la HAS reculant même sur la question des mineurs entre 16 et 18 ans.

Les recommandations vont dans le sens de la plupart des revendications des associations et suivent aussi les préconisations de l'OMS de 2018. Ce qui permet d'avancer quelque peu vers une autodétermination pour les adultes

trans et une « dépathologisation » : la psychiatrie contemporaine a fini par remettre en cause l'idée que la transidentité serait un trouble mental. Un adulte souhaitant engager une transition de genre ne sera plus obligé d'en passer par un diagnostic posé par un psychiatre. Et la grande majorité des ordonnances pourront être délivrées par le médecin généraliste et non plus par un endocrinologue. Sous les pressions des milieux réactionnaires, la HAS avait annoncé en 2022 que son rapport ne concernerait pas les moins de 16 ans, contrairement à celui de l'OMS, laissant de côté la prise en charge pour les mineurs que cela pourrait soulager d'une véritable souffrance psychologique, alors même qu'il est justement scientifiquement possible d'agir de façon réversible lorsqu'il s'agit de jeunes à l'âge de la puberté. Mais, contrairement à ce qui était prévu, le rapport a aussi écarté les jeunes de 16 à 18 ans. Un mau-

vais coup obtenu par la pression de tous les culs bénis qui poussent des cris d'orfraie dès lors qu'il est question de genre – ou simplement d'éducation à la sexualité ! –, mais se font bien moins bruyants face aux abus sexuels au sein des institutions religieuses !

Si ce rapport est un petit pas un avant, il faudra de vrais moyens, car le personnel soignant manque partout, et le risque est toujours là que les gouvernements réactionnaires attaquent les droits acquis de toutes les minorités.

ABEL TOSHED • 21/07/2025

Voir l'article que nous avons publié sur notre site en mai 2024.



Embrasement meurtrier en Syrie : les puissances régionales soufflent sur les braises

À l'heure où nous écrivons ces lignes, plus de 1200 personnes ont perdu la vie lors d'affrontements entre milices druzes et troupes islamistes au sud de la Syrie. Plus de six mois après la chute de la dictature d'al-Assad, la population syrienne continue de subir quotidiennement les milices et de vivre sous la menace des bombardements, une situation attisée par les manœuvres des puissances régionales.

UNE SEMAINE DE VIOLENCES « COMMUNAUTAIRES »

La Syrie est une mosaïque de peuples et de religions (arabes, kurdes, sédentaires ou bédouins, sunnites, chiites ou chrétiens, etc.), dont les divisions ont été savamment entretenues par les différents régimes. Après 2011, la guerre civile avait précipité le développement de dizaines de milices rivales sur lesquelles les grandes puissances – directement ou par le truchement de leurs alliés régionaux – s'étaient appuyées pour trouver une dictature de rechange à celle d'al-Assad. Le mouvement islamiste HTS, qui a fait tomber al-Assad, a pris le pouvoir avec l'appui de la Turquie et obtenu l'aval des puissances occidentales. Cela n'a pas pour autant fait disparaître les autres groupes armés et le nouveau régime n'a toujours pas réussi à asseoir son pouvoir.

L'embrasement de la province de Soueïda, suite à l'enlèvement d'un marchand



druze par des miliciens bédouins, était une occasion pour le régime de tenter de s'imposer¹ : en se positionnant comme arbitre dans un conflit « communautaire », il pouvait envoyer son armée et espérer s'imposer dans le sud du pays en désarmant les milices druzes.

L'ADMINISTRATION TRUMP EN SOUTIEN D'AL-CHARAA

À la suite de la rencontre entre Trump et al-Charaa en mai dernier – sous le patronage de l'Arabie saoudite et de la Turquie – les États-Unis ont levé leurs sanctions économiques contre la Syrie et retiré HTS de la liste des organisations qu'ils considèrent comme « terroristes ». Les États-Unis semblent avoir tablé sur ce régime islamiste pour maintenir

l'ordre en Syrie. Ils l'appuient dans sa volonté de contrôler ou éliminer toutes les milices « communautaires », quitte à s'opposer à certaines minorités particulièrement organisées comme les Kurdes ou les Druzes. Ce qu'attendent aussi et surtout les États-Unis et les autres puissances impérialistes, c'est que le nouveau régime soit capable de maintenir l'ordre contre tous les pauvres du pays. Ils sous-traitent volontiers à la Turquie, à l'Arabie saoudite et au Qatar le soin de mettre en selle le régime islamiste, en consolidant l'appareil d'État (Arabie saoudite et Qatar payent les salaires des fonctionnaires) et en aidant à la formation d'une armée centralisée.

ISRAËL PROTÈGE... SES INTÉRÊTS

Sous prétexte de protéger les Druzes, l'État israélien s'est servi des pillages commis par les islamistes d'HTS pour bombarder

les troupes envoyées par le pouvoir syrien à Soueïda et bombarder à Damas le ministère de la Défense et le siège de l'état-major. Une prise d'initiative guère appréciée des États-Unis au moment où ils s'efforcent de renforcer le régime. L'administration Trump a traité – en privé – Netanyahu de « fou furieux ». Mais l'État israélien ne s'oppose pas réellement à la politique américaine : il tient d'une part à éviter que le régime syrien concentre des troupes dans le sud afin de protéger ses frontières et les zones tampons que constituent ses nouvelles annexions du Golan et, d'autre part, à rappeler qu'il est le gendarme en chef de la région et que rien ne se fera sans lui. Cette démonstration faite, Netanyahu a fini par signer le cessez-le-feu voulu par l'administration Trump.

UN CHAOS MORTIFÈRE POUR LES CLASSES POPULAIRES DE SYRIE

Il est aujourd'hui difficile de savoir comment la situation va évoluer, alors que les affrontements continuent dans la région de Soueïda et qu'ils ont provoqué plus d'un millier de morts et 120 000 déplacés. Sous la houlette des puissances impérialistes et de leurs alliés régionaux, c'est une nouvelle dictature qui se met en place pour remplacer le pouvoir d'al-Assad. Les choix faits ne peuvent qu'attiser les rivalités et tensions communautaires, ces divisions qui désarment les classes populaires de Syrie vivant sous la menace constante de la pauvreté et de la guerre.

STEFAN INO • 22/07/2025

1. Des journalistes racontent que le régime syrien estimait avoir le « feu vert » des États-Unis et d'Israël après s'être entretenu avec Thomas Barrack (ambassadeur américain en Turquie et Syrie)... et une délégation israélienne à Bakou, quelques jours avant d'envoyer ses troupes au Jabal Druze.

LES DIRIGEANTS EUROPÉENS COMPLICES DU GÉNOCIDE À GAZA

L'accord d'association entre l'Union européenne et Israël prévoit le « respect des droits humains ». Le chef de la diplomatie européenne a donc fait un rapport selon lequel « il existe des indications selon lesquelles Israël n'aurait pas respecté ses obligations en matière de droits de l'homme ».

Les dirigeants européens ne sont donc pas complètement aveugles et sourds. L'armée israélienne a détruit la quasi-totalité des bâtiments de Gaza et y a tué plus de 58 000 personnes ; elle interdit tout accès à la presse pour empêcher que soient documentées ses exactions ; elle a bloqué l'arrivée de toute aide humanitaire pour affamer la population survivante... Quelques « indications » ? Oui, c'est ça !

Mais il a suffi que Netanyahu « indique » que les livraisons d'aide humanitaire reprenaient pour que les dirigeants européens renoncent à toute sanction ! Et peu importe que cette « aide » soit confiée à une organisation de brigands adoubés par les États-Unis et Israël. Peu importe que l'armée israélienne tire sur les affamés qui viennent chercher cette aide.

Alors... il existe des indications selon lesquelles les dirigeants européens sont des hypocrites complices du génocide à Gaza.

J.-J. F. • 22/07/2025

Bolsonaro sous bracelet électronique, Trump à sa rescousse ?

Nouveaux épisodes dans le feuilleton de l'année : Trump et les droits de douane. Donnant un grand coup de pied dans la fourmilière des négociations avec l'Union européenne, Trump menace à nouveau de taxer toutes les exportations européennes à 30 % au 1^{er} août. Et, les droits de douane étant devenus un couteau multifonctions, il s'en prend aussi au Brésil, cette fois pour défendre son copain Bolsonaro, l'ex-président brésilien qui, suivant son exemple justement, n'avait pas accepté sa défaite à la présidentielle et avait fomenté un coup d'État.

Mardi 17 juillet, le parquet brésilien a réclamé la condamnation de Jair Bolsonaro, ancien président d'extrême droite du Brésil de 2019 à 2022, à 40 ans de prison pour tentative de coup d'État. Suite à cette déclaration, Bolsonaro a été placé sous bracelet électronique par la Cour suprême, qui le soupçonne d'avoir tenté de fuir le pays en plein procès.

Un tel affront ne pouvait pas être toléré par son plus fidèle soutien, celui qui le « traite comme un frère », Donald Trump. Mesures de rétorsion contre le Brésil (augmentation de 50 % des taxes douanières), pressions sur les juges traitant l'affaire (interdiction de visa pour les États-Unis) font partie de l'arsenal mobilisé par le



président états-unien pour obtenir la libération de son ami. Si Bolsonaro disparaissait de la scène politique brésilienne, qui défendrait une politique pro États-Unis, alors que Lula se tourne vers la Chine ? Après tout, il ne s'agit que de mettre sous pression des juges ou asphyxier les classes populaires pour maintenir l'hégémonie des États-Unis : un rôle dans lequel Trump excelle !

AINHOA BOSC • 21/07/2025

L'UKRAINE TOUJOURS SOUS LES BOMBES, DES PROFITS TOUJOURS GRÂCE AUX BOMBES

« La formule de Trump pour la paix : 24 heures + 2 semaines + 100 jours + 2 semaines + 2 semaines + 50 jours = ? »... C'est ainsi qu'ironisent, paraît-il, des Ukrainiens après l'annonce de Trump d'accorder un nouveau délai de 50 jours à Poutine pour dealer une fin de conflit. Pour l'instant, tous les médias témoignent de l'intensification de la guerre, du nombre des victimes civiles, des destructions des villes ukrainiennes ciblées par les missiles et autres « drones rôdeurs » russes.

MAIS LES AFFAIRES CONTINUENT !

Sous la houlette de Trump s'accroissent, en vue d'un cessez-le-feu dont la date ne cesse de reculer, les marchandages entre États-Unis et Russie, et entre États-Unis et Union européenne. Le président américain a déjà assuré aux États-Unis, par contrat avec Zelensky, leur mainmise sur l'exploitation de richesses minières ukrainiennes, promettant en échange qu'une présence américaine dissuaderait Poutine d'une sur-enchère armée. Et pourquoi pas un investissement américain dans la production de drones sur place, en Ukraine, où la main-d'œuvre est qualifiée et peu chère, concurrençant les marchands de canons européens sur leur propre marché ? Et pourquoi pas la reprise de l'aide militaire par la fourniture de missiles Patriot, construits par la firme américaine

Raytheon, mais achetés pour l'Ukraine par ses alliés européens ? Tandis qu'à Rome, Paris ou Londres, chacun y va de sa formule pour assurer à ses entreprises nationales la meilleure place dans la future « reconstruction de l'Ukraine » : plus de 500 milliards d'euros de marchés pour la prochaine décennie.

POUTINE, À NOUVEAU PRÉSENTABLE DANS LES CERCLES IMPÉRIALISTES

Tout comme Trump, les impérialistes européens jouent sur les deux tableaux : TotalEnergies n'a jamais lâché complètement la Russie. De grandes banques européennes non plus ! Et Macron qui a tant brandi la « menace russe » vient de décrocher son téléphone pour palabrer avec Poutine...

Un Poutine qui poursuit sa guerre dans le but manifeste d'« annexer les provinces conquises », soit les deux oblasts de Donetsk et Lougansk (riches en ressources minières et agricoles, bien que dévastés par la guerre), tout le pourtour de la mer d'Azov et donc, avec la Crimée annexée en 2014, une plus vaste façade sur la mer Noire. Des conquêtes (20 % de l'Ukraine) qui pourraient être entérinées par Trump, et à sa suite par ses rivaux mais néanmoins complices impérialistes occidentaux. Reste à savoir après combien de mois, voire en-

core d'années de guerre, pourrait se sceller cette paix entre brigands sur le dos des peuples.

CONTRE LES MACHINES À PROFIT MEURTRIÈRES, LA LUTTE DE CLASSE INTERNATIONALE !

« J'utilise le commerce pour beaucoup de choses, mais il est très utile pour régler les guerres », vient de déclarer Trump... À moins que ce soient les guerres qui soient utiles au commerce ! Cette guerre de Poutine contre l'Ukraine n'a pas desservi les intérêts de l'impérialisme américain dominant, et de ses alliés qui se sont tous engouffrés sur la voie d'économies de guerre sur le dos, à des degrés divers, de tous les travailleurs et des peuples.

« Hors d'Ukraine, les troupes russes ! », « Hors de tous les continents, les troupes de l'Otan, dont les troupes françaises ! » La liberté pour les classes populaires d'Ukraine comme d'ailleurs, ne viendra pas du remplacement d'un oppresseur impérialiste par un autre.

MICHELLE VERDIER • 21/07/2025

Torre Pacheco (État espagnol) : face au racisme de l'extrême droite, unité de classe et mobilisation massive pour combattre le fascisme dans les rues !

Les ratonnades dans les rues de Torre Pacheco [province de Murcie, sud-est de l'État espagnol] révèlent la menace réelle que représente l'extrême droite. Toute la gauche politique, syndicale et associative doit s'organiser et se mobiliser de manière unitaire et massive pour lutter contre le racisme et ses instigateurs.

Izar dénonce les persécutions dont est victime la classe ouvrière immigrée, encouragées par des groupes d'extrême droite qui ont instrumentalisé l'indignation suscitée par l'agression d'un homme âgé pour attiser la haine, inciter au lynchage, pointer du doigt des familles et appeler à saccager les commerces de personnes d'origine maghrébine.

Ces faits, qui n'ont rien de spontané, s'inscrivent dans le cadre de l'agitation raciste que [l'organisation d'extrême droite] Vox et la droite attisent depuis des semaines, avec leurs propositions d'expulsions massives et leur discours islamophobe. De son côté, le gouvernement « progressiste », en pleine chute dans les sondages, se montre non seulement incapable de freiner la droite comme il l'avait promis, mais il lui ouvre même la voie avec ses politiques antisociales et la légitimation institutionnelle du racisme, par ses politiques de fermeture des frontières et de réarmement, ses nouveaux centres d'internement d'étrangers (CIE) et la répression policière impunie, comme nous l'avons vu avec la mort d'Abderrahim [ressortissant marocain, mort étranglé par un policier municipal hors service en juin dernier].

L'inquiétude face à la précarité est normale, lorsqu'il n'y a pas de véritable alternative de transformation sociale face à la gauche institutionnelle. Mais pointer du doigt les travailleurs migrants, comme le fait l'extrême droite, ne résout rien. Au contraire, cela nous divise et nous affaiblit, tandis que les véritables responsables du manque de ressources à Torre Pacheco et dans tous les villages agricoles - les grands propriétaires terriens, les patrons agricoles et les politiciens au service des capitalistes - continuent de nous piller, de nous exploiter et de s'enrichir de plus en plus. Ce sont les mêmes patrons qui ont incendié un entrepôt agricole à El Ejido avec 25 travailleurs à l'intérieur, qui sont responsables des incendies dans les bidonvilles de Huelva ou qui abusent sexuellement et socialement des journalières. Le problème ici n'est pas la sécurité, mais l'exploitation, la pauvreté et la précarité. Nous devons faire pression et exiger ensemble plus de moyens, de meilleurs salaires et des logements pour tous, et nous opposer massivement à ces voyous d'extrême droite qui menacent les migrants et qui veillent à ce que leurs exploiters et les nôtres continuent d'accumuler des profits.



Article publié sur le site d'Izar le 12 juillet 2025.



izarrevolucion.com



DOSSIER

DES EMPIRES DE PRESSE

AUX MAINS DE FACHOS MILLIARDAIRES

EN QUOI LA PRESSE BOURGEOISE EST-ELLE BOURGEOISE ?

Dans *Le Figaro*, on chercherait en vain une critique de Dassault Aviation : la famille Dassault est propriétaire du journal. En France, huit des dix quotidiens les plus lus sont possédés par des milliardaires¹ : Niel pour *Le Monde*, Arnault pour *Les Échos*, Bolloré pour CNews et Canal+, etc. C'est bien le signe d'une concentration du capital qui concerne aussi bien les journaux que les télévisions privées – souvent avec la bénédiction de l'État. C'est par exemple Hollande qui a facilité la prise de contrôle de Canal+ par Bolloré².

Ces rachats ne sont pas seulement des investissements, mais aussi un moyen d'imprimer sa marque, comme se le permet au grand jour un Bolloré. Mais cela se fait aussi de manière plus diffuse, par la reproduction d'une vision du monde partagée entre propriétaires, directions, voire journalistes. Une vision où la grève est une « prise d'otage », où les colères sociales sont réduites à des « débordements », et où l'on ne parle presque jamais d'« exploitation ». Les chaînes

publiques ne sont pas en reste : encore récemment, un documentaire sur la guerre d'Algérie a été déprogrammé de France Télévisions en pleine crise diplomatique avec Alger³.

La presse sert donc aussi à influencer l'opinion publique en faveur des classes dirigeantes. C'est ce qu'elle a fait lors de la Première Guerre mondiale où elle multipliait non seulement des mots d'ordre nationalistes et belliqueux, mais des mensonges grossiers pour envoyer les travailleurs français se battre contre les travailleurs allemands. Une pratique dénoncée dans les livres scolaires d'histoire mais qui n'a pas pour autant cessé, comme dans le cas de la première guerre d'Irak de 1990-1991 (voir notre article dans ce dossier).

La presse sert aussi de caisse de résonance aux débats politiques internes à la bourgeoisie. La large circulation de l'information est indispensable à la bourgeoisie pour s'organiser politiquement et économiquement. Le journal *Les Échos* l'illustre bien : il fournit aux milieux

d'affaires une information spécialisée et fiable. Cela leur permet d'affiner leurs stratégies et donc d'affûter leurs armes dans la concurrence économique, mais aussi contre les travailleurs,

« C'est en ce sens que l'on parle de presse bourgeoise [...] parce que ce qui s'y dit s'inscrit dans une logique de justification de l'ordre social. »

car l'un ne va pas sans l'autre dans la recherche perpétuelle du moindre coût.

C'est en ce sens que l'on parle de presse *bourgeoise*. Non parce que tous les journalistes sont des bourgeois, mais parce que ce qui s'y dit s'inscrit dans une logique de justification de l'ordre social.

C'est pour cette raison que le mouvement ouvrier s'est toujours doté d'une presse indépendante, tout en utilisant la presse bourgeoise (qui dispose de moyens nettement plus conséquents) pour son rôle clé dans la collecte et la circulation des informations. Mais la partialité de cette dernière apparaît tellement que ceux qui la rejettent sont de plus en plus nombreux. Sans pour autant se tourner vers la presse du monde du travail : la partialité de la presse bourgeoise a ouvert la voie aux discours complotistes. Ce

MAGOUILLES FISCALES DE VIVENDI
LE GOUVERNEMENT EFFACE 320 MILLIONS D'AMENDES ET OFFRE UN ÉNORME CADEAU FISCAL À BOLLORÉ

ET SI JAMAIS IL Y A TROP DE TROUS DANS LES FINANCES, TU DIS COMME D'HABITUDE...

...LA FRANCE VIT AU DESSUS DE SES MOYENS, BLA BLA BLA, ON AIDE TROP LES PAUVRES ET LES ÉTRANGERS, ETC !

OUI, MONSIEUR.



dossier propose de remettre la critique sur ses pieds : nul besoin de puissance occulte pour comprendre qui forge l'attitude des médias, simplement de capitalistes !

MARTIN CASTILLAN • 22/07/2025

1. Source : « Médias français, qui possède quoi ? », *Le Monde diplomatique* (www.monde-diplomatique.fr). Les deux seules exceptions sont L'Équipe, dont les propriétaires sont « seulement » multimillionnaires, et *L'Humanité*, le journal du PCF.

2. Voir le documentaire « Hollande et les médias, la grande trahison », de *Off Investigation* (disponible sur YouTube). Le documentaire tend à inverser le rapport de forces réel entre Hollande et les milliardaires, mais est très éclairant sur le rôle de l'État dans le contrôle des médias.

3. Yunes Abzouz, « À France Télévisions, la déprogrammation d'un documentaire sur la guerre d'Algérie sème l'émoi », *Mediapart*, 12 mars 2025.

Le Monopoly médiatique des milliardaires

Le paysage médiatique français est aujourd'hui un club très fermé où une petite poignée de milliardaires contrôle l'essentiel des grands titres de presse, des chaînes de télévision et de radio. Qui sont les principaux joueurs de ce Monopoly médiatique ?

BERNARD ARNAULT

La deuxième fortune de France possède et investit dans le secteur des médias depuis plus de trente ans. Après avoir placé son pion sur *Radio Classique* en 1999, le propriétaire de LVMH a acheté *Les Échos* en 2007. Chez lui, les journalistes un peu trop récalcitrants finissent parfois sur la case « Prison », le maître des lieux n'hésitant pas à passer des coups de fil à ses rédacteurs en chef pour que leur journal soit plus docile dans le traitement de l'actualité en général et, bien entendu, pour tout ce qui concerne son propre groupe¹. En 2015, il a racheté *Le Parisien*, mais cette acquisition ne s'est pas faite sans remous : en 2023, des rédacteurs ont dénoncé des « Unes partisans et biaisées » sur la réforme des retraites.

VINCENT BOLLORÉ

Le magnat ultra-réactionnaire détient, via Vivendi, l'ensemble des chaînes du groupe Canal+, Prisma Media (*Capital*, *Gala*, *Femme actuelle*, *Télé Loisirs*, *Voici*), les radios RFM et Europe 1, mais il a aussi pris le contrôle du groupe Lagardère (*Paris Match*, *Journal du dimanche*). Pour imposer sa couleur, il n'hésite pas à employer la manière forte. C'est ce qu'a subi le *Journal du dimanche* en 2023 : une grève de quarante jours n'a pas empêché l'éviction de la quasi-totalité de la rédaction pour imposer une ligne d'extrême droite. En janvier 2025, la plateforme Reddit France a banni les médias du groupe pour désinformation.



1. Laurent Mauduit, *Main basse sur l'information*, Don Quichotte, 2016.

LA FAMILLE DASSAULT

Les héritiers de l'avionneur Serge Dassault sont propriétaires du *Figaro* et de ses différentes déclinaisons. Chez Dassault, on ne se contente pas de vendre des engins de mort, on bombarde aussi les esprits de discours réactionnaires. Le 13 juin 2024, au lendemain du premier tour des élections législatives, le directeur du *Figaro*, Alexis Brézet, avait appelé la droite à l'union avec le RN, avant de rétro-pédaler.

DANIEL KRETINSKY

Depuis 2018, le milliardaire tchèque s'est offert une véritable collection de titres : de *Elle* à *France dimanche*, en passant par *Télé 7 jours*, *Ici Paris* ou encore *Marianne*. Ce dernier titre a failli passer dans l'escarcelle d'un autre milliardaire, d'extrême droite, Pierre-Antoine Stérin, lui aussi en train de constituer son empire médiatique. L'influence de Kretinsky ne s'arrête pas à la presse magazine : il a aussi mis quelques billets sur *Loopsider* et a pris des parts dans TF1, détenu par la famille Bouygues.

RODOLPHE SAADÉ

En 2024, le groupe CMA CGM a racheté Altice Media (*BFM-TV*, *RMC*) à Patrick Drahi, pour 1,55 milliard d'euros. Son dirigeant, Rodolphe Saadé, possédait déjà de nombreux journaux, comme *La Tribune* ou encore *La Provence* dont l'ancien directeur avait été mis à pied en 2024 pour une Une jugée trop anti-Macron !

MARTIN ERAUD • 22/07/2025

« Une petite poignée de milliardaires contrôle l'essentiel des grands titres de presse. »

LA PRESSE FRANÇAISE DANS LA PREMIÈRE GUERRE DU GOLFE

Lors de la première guerre d'Irak, en 1990-1991, les principaux médias français ont accompagné la propagande des grandes puissances, alors coalisées contre l'Irak de Saddam Hussein.

Alors que l'Irak avait envahi le Koweït en août 1990¹, l'opinion publique avait été préparée à une riposte présentée comme inévitable. L'ensemble de la presse s'était prêtée à une véritable opération d'intoxication, manifestement commanditée par les militaires avec la bénédiction du gouvernement Mitterrand-Rocard. De *Libération* au *Figaro*, on évoquait l'Anschluss de 1938, quand Hitler avait décidé d'annexer l'Autriche, pour qualifier l'attitude de Saddam Hussein, en passant sous silence que Saddam Hussein était, jusque-là, un grand allié de la France et des autres puissances impérialistes, leur héros dans la guerre qu'il avait menée contre l'Iran. À croire que les services de presse des armées avaient fourni des articles clé en main aux journaux !

Pour que l'opinion adhère à la guerre et à l'intervention de la France dans le cadre de l'opération *Tempête du désert* pilotée par les États-Unis, tous les arguments étaient bons, même les

plus bidons. C'est ainsi que les forces en présence ont été présentées comme en quelque sorte équilibrées. *Le Monde* du 3 août 1990 expliquait : « Avec un million d'hommes en armes, l'Irak dispose de l'armée la plus puissante et la plus expérimentée du monde arabe. » Et de détailler l'énorme arsenal dont aurait disposé ce petit pays. La réalité, c'est que l'Irak était supposé affronter les troupes d'une coalition de trente-cinq États dirigée par la première puissance militaire du monde : les soldats irakiens ont été littéralement enterrés dès la première attaque et la coalition a immédiatement eu la maîtrise des airs, bombardant ce qu'elle voulait, comme elle voulait. Seuls *L'Humanité* et *Le Canard enchaîné* ont résisté à cette vague belliciste.

En tout cas, les pratiques n'ont guère changé quand on voit la façon honteuse dont a été traité depuis plus d'un an le génocide des populations de Gaza.

M. E. • 22/07/2025

1. Le découpage des frontières n'avait attribué à l'Irak qu'un minuscule accès à la mer. C'est pour tenter de s'affranchir de ce legs colonial – de la seule façon qu'un dictateur pouvait l'envisager – que Saddam Hussein avait décidé d'envahir le Koweït.

Touche pas à mon faf : la presse et l'extrême droite

BOLLORÉ ET STÉRIN EN DON QUICHOTTE DE LA CIVILISATION

Bolloré n'est pas préoccupé par le seul profit, mais par un « combat civilisationnel ». Durant des années, Hanouna invitait un militant identitaire qui pouvait largement diffuser ses idées dans une ambiance bon enfant. Zemmour a bénéficié d'un lancement en grande pompe sur CNews pour sa campagne présidentielle de 2022 à la droite de Le Pen, à base d'Algérie française et de « remigration », c'est-à-dire la déportation forcée des non Blancs vers leur supposé pays d'origine, ce que fait Trump aujourd'hui.

Bolloré a fait des émules, comme le milliardaire Pierre-Edouard Stérin, avec son Projet *Périclès*, largement inspiré du Projet 2025 à la base de la politique de Trump aux États-Unis. Stérin est actuellement l'objet d'une enquête pour financement illégal de candidats du RN. Bolloré comme Stérin sont également catholiques intégristes. Dans l'émission *En quête d'esprit* sur CNews, Jésus et Marie côtoient de près Jordan et Marine.

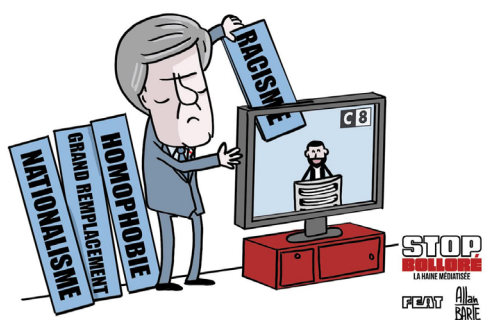
Le climato-scepticisme ou la théorie du grand remplacement ont désormais leur place sur les plateaux grâce aux chaînes d'extrême droite.

DERRIÈRE LE BUZZ, UNE OFFENSIVE POLITIQUE DE GRANDE AMPLITUDE

Si la progression des idées de l'extrême droite ne se réduit pas à l'influence des médias et a des racines plus profondes, ces derniers jouent malgré tout un rôle non négligeable. Le sexisme, le racisme, la surenchère sécuritaire s'en trouvent désormais largement diffusés. L'évolution des médias détenus par les milliardaires est le reflet du ralliement d'une partie croissante de la bourgeoisie à l'extrême droite. De la même façon que le RN parvient à imposer ses thèmes à l'ensemble du champ politique, les médias d'extrême droite exercent de fait une pression sur le contenu des autres, même si tous n'y cèdent heureusement pas. Mais les obsessions sécuritaires ont fini par gangrener à peu près tous les grands titres.

ROBIN KLIMT • 22/07/2025

BOLLORÉ : « JE ME SERS DE MES MÉDIAS POUR MENER MON COMBAT CIVILISATIONNEL »



UNE FOIS HACHETTE RACHETÉ, BOLLORÉ DÉTIENDRA AUSSI LES 3/4 DES PARTS DE MARCHÉ DES MANUELS SCOLAIRES

Gilets jaunes : la haine de classe en direct sur vos écrans

On chercherait en vain dans la grande presse les raisons des grèves des cheminots, des aiguilleurs du ciel, ou de n'importe quels travailleurs, toujours présentés comme des privilégiés prenant les autres en otage... Quand la jeunesse ouvrière s'enflamme dans les cités, pour la grande presse, elle n'a de but dans la vie que de brûler des voitures et de caillasser celles de la police. Les raisons de la révolte ne seront étudiées que plus tard, dans l'ambiance feutrée de colloques universitaires. Mais, sur le moment, la presse s'en donne à cœur joie contre les « sauvages ».

Lors du mouvement des Gilets jaunes de 2018-2019, si la presse, notamment régionale, a commencé par être relativement bienveillante, elle est devenue nettement plus hostile dès lors que le caractère profondément populaire et ouvrier du mouvement est apparu au grand jour. Bruno Jeudy, sur BFMTV, affirmait que les Gilets jaunes « se battent sans réfléchir, se battent sans penser », tandis que Vincent Trémolet de Villers écrivait dans *Le Figaro* que « les bas instincts s'imposent au mépris de la civilité la plus élémentaire ».

Un éditorial du *Monde* qualifiait le 1^{er} décembre 2018 de « déferlement de rage et de haine ». Les journalistes désignaient les Gilets jaunes comme responsables des violences et non la police !

L'éditorialiste Stéphane Albouy, dans *Le Parisien* du 4 décembre 2018, en a appelé à Macron pour « trouver les mots et les réponses concrètes de nature à apaiser le pays [pour] que des réformes aussi nécessaires que celles de l'assurance chômage ou des retraites puissent être un jour engagées par ce gouvernement »¹.

Bien entendu, sur la plupart des plateaux télé, la parole des Gilets jaunes, leurs revendications et les causes du mouvement ont été ignorées. Les ronds-points qu'ils tenaient, majoritairement situés dans les villes petites et moyennes, ont été ignorés tandis que les caméras étaient pointées vers les manifestations dans les grandes villes où la répression policière permettait des images chocs « d'émeutes » qui ont fait le tour du monde.

M. E. • 22/07/2025

1. www.acrimed.org/Panique-médiatique-face-aux-gilets-jaunes

LEUR PRESSE ET LA NÔTRE

Le mouvement ouvrier a su lui aussi s'emparer de la presse par le passé. À son apogée, à la fin du XIX^e siècle, le SPD allemand éditait des dizaines de journaux dont plusieurs quotidiens.

En plus de promouvoir les idées communistes auprès de la classe ouvrière, la presse sert aussi « d'organisateur collectif » comme le formulait Lénine, permettant aux militants de confronter leurs idées et de structurer leur activité autour d'une parution régulière.

L'effondrement des partis ouvriers ces dernières décennies a entraîné un recul significatif de la presse ouvrière, le plus souvent réduite à une presse syndicale bien loin de la « double besogne » affirmée par les fondateurs de la CGT, c'est-à-dire concevoir les luttes quotidiennes dans la perspective d'une transformation révolutionnaire de la société.

Il reste fort heureusement des journaux qui relatent ce qui se passe dans les entreprises. *L'Humanité*, même si cela fait longtemps qu'elle ne reflète plus un point de vue révolutionnaire, continue à couvrir les luttes ouvrières. Et les organisations révolutionnaires font de leur mieux pour donner sur l'actualité un point de vue communiste et révolutionnaire.

« En période de révolution, les travailleurs peuvent aussi occuper les médias bourgeois, en les transformant en journaux et médias prolétariens... »

Mais l'époque où, dans pratiquement chaque usine, des équipes militantes faisaient paraître des petits journaux exprimant un tel point de vue paraît lointaine, et les organisations révolutionnaires comme le NPA-R ou Lutte ouvrière sont parmi les seules à continuer à faire paraître de tels journaux d'entreprise, évidemment en nombre bien trop restreint.

Nos moyens sont sans commune mesure avec ceux de la bourgeoisie ? Sans doute. Mais les événements peuvent modifier la donne ! Pendant la révolution russe de 1905, le soviét de Petrograd publiait un quotidien, les *Izvestia*, imprimé clandestinement chaque jour sur les presses d'un quotidien bourgeois différent... En période de révolution, les travailleurs peuvent aussi occuper les médias bourgeois, en les transformant en journaux et médias prolétariens...

« L'effondrement des partis ouvriers ces dernières décennies a entraîné un recul significatif de la presse ouvrière. »

R. K. • 22/07/2025

Cenexi Fontenay-sous-Bois : face à la menace du PSE, s'organiser pour la lutte !



RASSEMBLEMENT SANOFI LE 10 JUILLET, AVEC UNE DÉLÉGATION DE CENEXI.

Depuis que la direction de ce sous-traitant pharmaceutique a officialisé son intention de s'attaquer à leurs emplois, les discussions vont bon train entre salariés. La direction misait sur la période estivale pour faire encaisser le PSE, c'est raté. Une pétition contre la fermeture du secteur du « solide » (fabrication de comprimés, avec une centaine de salariés) et pour l'amélioration des conditions de travail continue de recueillir toujours plus de signatures et les salariés discutent, convaincus que la partie solide de la production n'est pas seule menacée et que le « liquide » (production d'ampoules) est aussi concerné.

Ce n'est pas un coup de tonnerre dans un ciel serein : depuis le rachat du site en 2004, il n'y a eu aucun investissement conséquent. Les machines sont obsolètes et les injonctions de l'Agence nationale de sécurité du médicament et des produits de santé (ANSM) n'ont pas été suivies d'effet. Ce sont les salariés qui en subissent les conséquences, par des coups de pression à chaque visite de l'ANSM, et par des conditions de travail toujours plus dégradées. Ils ont bien compris que la seule parade

à ces attaques est la solidarité. Solidarité au jour le jour, entre salariés de l'usine, quand la qualité de leur travail est mise en cause : ils ne sont pas responsables des difficultés pour faire respecter les processus de fabrication. Solidarité entre usines également : le site Cenexi d'Hérouville, dans le Calvados, est mis en vente, mais rien ne filtre pour le moment sur les conditions du rachat.

Ces menaces dépassent Cenexi : les sites Sanofi d'Amilly dans le Loiret et de Maisons-Alfort dans le Val-de-Marne sont eux aussi en cours de cession à deux sous-traitants. Les salariés de Sanofi Maisons-Alfort sont en grève jusqu'au 28 août pour mettre la pression sur leur patron au moment des négociations. Cela a été l'occasion pour une délégation de Cenexi Fontenay-sous-Bois de venir les soutenir sur le piquet le 10 juillet, mais aussi de nouer des contacts entre salariés menacés et de tenter de rompre l'isolement.

CORRESPONDANT • 22/07/2025

LE NOMBRE D'ÉLÈVES BAISSE : IL FAUT MOINS D'ÉLÈVES PAR CLASSE !

Le 30 juin, quatre chercheurs de l'Institut des politiques publiques publiaient un rapport sur la baisse à venir du nombre d'élèves. D'ici à 2034, la France comptera 19 % d'élèves en moins. Selon cette étude, en maintenant un nombre identique d'enseignants, et donc en réduisant le nombre d'élèves par classe, l'amélioration du niveau scolaire qui en résulterait devrait permettre à ces élèves, une fois devenus salariés, de mieux gagner leur vie et donc payer plus d'impôts. Tellement plus que cela serait plus avantageux pour les finances publiques que supprimer 53 000 postes d'enseignants.

On souhaite bon courage aux quatre chercheurs pour convaincre le gouvernement.

Partout où les effectifs d'élèves baissent, les moyens baissent deux ou trois fois plus. Là où le nombre d'élèves augmente, les moyens stagnent le plus souvent. Et cela, depuis des années. Au collège, l'heure hebdomadaire de technologie a disparu des programmes de 6^e en septembre 2023, remplacée par une heure de soutien en français et maths. L'année suivante, sans tirer le moindre bilan, le ministère supprimait cette dernière. Au passage, les élèves de 6^e ont perdu une heure de cours.

Avec 44 milliards d'économies à trouver l'an prochain, le pouvoir n'a pas fini de jouer au bonneteau. Contre lui, enseignants et parents d'élèves se mobilisent. Mais rarement au-delà d'un établissement, et encore moins au-delà d'une ville. Les syndicats n'ont aucune politique de coordination des nombreuses luttes isolées. Celles-ci devront aller dans la direction du « tous ensemble » pour imposer cette idée simple : la baisse du nombre total des élèves doit amener une baisse du nombre d'élèves par classe. Pas parce que c'est plus rentable, mais parce que c'est mieux pour les enfants.

MATHIEU PARANT • 22/07/2025

Tour de France : maillots rouges et bords de route



Le 7 juillet, pour la troisième étape du Tour de France, des traminots de Valenciennes, la ville de départ, ont fait grève pour leurs salaires et conditions de travail. Le même jour, sur la ligne d'arrivée à Dunkerque, des sidérurgistes d'ArcelorMittal ont manifesté contre les suppressions d'emplois. L'action d'un militant pro-palestinien à la fin de la onzième étape à Toulouse a été notable : il a couru les derniers mètres avec un T-shirt « Israël hors du Tour » avant de se faire maîtriser par la sécurité. Le Tour est un événement populaire, qui draine des millions de fans sur le bord des routes. Des militants en profitent donc pour faire connaître leur combat : c'est même une tradition du Tour, au même titre que la caravane publicitaire à laquelle participe d'ailleurs depuis l'après-guerre La Vie ouvrière, le journal de la CGT. Mais ce n'est pas cette tradition-là qui intéresse responsables et diffuseurs de la compétition. Sur l'action du militant pro-palestinien, le seul mot qu'a eu le journal L'Équipe, possédé par le groupe Amaury, également organisateur de l'épreuve, a été pour dire que la sécurité de l'équipe Israël-Premier Tech était assurée... sans développer sur son propriétaire, Sylvan Adams, soutien de Netanyahu. Sur France Télé officient Laurent Jalabert, pour qui l'idée de « grève » se réduit à celle qu'il avait organisée lors du Tour 1998 contre les contrôles anti-dopage, et Franck Ferrand, historien de CNews, spécialisé dans les châteaux forts et les couvents. Mais le vélo comme le combat politique sont des affaires d'endurance, jusqu'à une attaque bien placée qui force toutes les caméras à ajuster leur angle de vue !

BASTIEN THOMAS • 22/07/2025

Grève de la métallurgie à Cadix (État espagnol) malgré la signature d'un accord au rabais

Nous reproduisons ici des extraits d'un article de nos camarades de l'organisation Izar.



Suite à la signature par l'UGT – syndicat majoritaire de la métallurgie dans la province de Cadix (Andalousie) – d'un

accord avec le patronat, une grève de treize jours a éclaté.

L'accord, dont le texte complet demeure inconnu, prévoit notamment un contrat jeune avec une rémunération réduite à 75 % du salaire et le rétablissement de la prime de toxicité en 2032 seulement. Il resterait valide pour neuf ans, interdisant toute négociation pendant près d'une décennie, alors que les entreprises de la métallurgie de la région ont des carnets de commandes pleins, grâce aux politiques de réarmement du gouvernement de gauche PSOE-Sumar.

C'est donc contre l'avis des principales directions syndicales, l'UGT et les Commissions ouvrières (CCOO), que les travailleurs ont décidé de continuer la grève illimitée,

pour le paiement intégral de la prime de toxicité, la fin des abus de sous-traitance, le retrait du contrat jeune et la fin de la précarité, qui touche 80 % des métallurgistes de Cadix.

Des milliers de travailleurs ont tenu des piquets de grève, des assemblées et se sont mobilisés lors de grandes manifestations, malgré les tentatives de démobilisation des directions syndicales et une répression qui a fait des dizaines de blessés et plus de 25 arrestations.

La grève a été impressionnante et aurait pu gagner, si les travailleurs avaient pu la prendre en main, établir leurs revendications, coordonner leurs assemblées, élire un comité de grève. Un bilan essentiel pour

mieux anticiper les prochaines grèves qui ne manqueront pas d'éclater.

D'APRÈS RUBÉN QUIRANTE • 14/07/2025



Sur le site d'Izar et en entier sur le site du NPA-Révolutionnaires

izarrevolucion.com



CAISSE DE GRÈVE :

Virement à CGT Metal Cádiz
Caja Resistencia Huelga Del Metal
ES65 0081 0340 5200 0231 3533



VERDICT DE CLASSE CONTRE LES CINQ POSTIERS DU 92

Une réponse militante immédiate : élargir la lutte



Le jeudi 10 juillet dernier, 200 personnes se sont réunies devant le tribunal de Paris pour apporter leur soutien aux cinq postières et postiers accusés de « violation de domicile » et de « violence » suite à une grève de 174 jours en 2014 contre la précarité et contre les suppressions d'emplois.

LA SOLIDARITÉ S'EXPRIME SIMULTANÉMENT DANS PLUSIEURS VILLES

Après les plus de 600 personnes rassemblées à Paris le 12 juin lors du procès, cette nouvelle date a été marquée par des rassemblements qui se sont tenus simultanément à Paris mais aussi à Toulouse, Grenoble, Lyon, Bordeaux, Rennes et, le lendemain, à Marseille.

JUSTICE PRO-PATRONS

Pour Brahim, Dalila, Mohamed et Yann, déclarés coupables de « dégradation de biens d'autrui » et « violation de domicile » : 500 euros d'amende délictuelle en sursis, et 254

euros de frais de procédure pour deux d'entre eux. Pour les cinq, jugés intégralement responsables du « préjudice » subi par la cadre de La Poste qui avait porté plainte : 1 800 euros de préjudice et 8 222 euros de frais. Les postiers sont également jugés intégralement responsables du « préjudice subi par La Poste » et, à ce titre, condamnés à 1 euro symbolique en réparation et à payer 1 000 euros de frais de procédure.

UN JUGEMENT SUR MESURE

Gaël Quirante, secrétaire départemental de Sud Poste 92 et porte-parole du NPA-R, est le seul des cinq pour lequel les faits de violences envers la cadre de La Poste ont été re-

tenus : six mois de prison avec sursis pendant cinq ans, autrement dit une tentative de placer une épée de Damoclès au-dessus de sa tête.

Ces condamnations manifestent une volonté de revanche à l'égard des militants : Gaël a été licencié et Yann révoqué, mais ils continuent leur intervention dans l'entreprise, c'est ce qui dérange La Poste et l'État. D'où la condamnation, qui constitue une tentative d'avertissement à toutes celles et ceux qui se dressent face à l'exploitation.

DU TAC AU TAC : LA COLÈRE ET LES PERSPECTIVES DE LUTTE

À l'annonce des condamnations, la sidération s'est lue sur de nombreux visages. D'abord parce que c'est l'action syndicale et l'outil de la grève qui sont directement attaqués.

Mais aussi parce que, concernant les faits de violence, de nombreux éléments prouvant leur inexistence avaient été apportés par les cinq postiers : la diffusion des images de vidéosurveillance dans la salle d'audience avait même amené la cadre de La Poste à remettre en cause ses accusations, et montré que c'étaient les grévistes qui avaient été agressés physiquement par les vigiles... et par la cadre elle-même !

Or, le choix est non seulement de maintenir l'accusation, mais même de « charger » les peines en passant des TIG réclamés par le procureur à la prison avec sursis.

À la sidération s'est donc jointe la colère, et ce sentiment d'injustice qui prend aux tripes tant la ficelle est grosse.

Mais, là encore, ce sont les interventions de Yann et Gaël à la sortie du tribunal qui ont vite fait basculer ces sentiments du côté de

l'envie de continuer, de se battre, de ne pas se laisser abattre et de comprendre que ce combat n'est pas fini, que le cadre militant qu'il a suscité est un outil précieux pour la suite. Il faut obtenir la relaxe, la réintégration de Yann et Gaël et, au-delà, mener la lutte d'ensemble pour mettre un coup d'arrêt à la direction de La Poste comme à tous les patrons et aux gouvernements à leur botte.

Les postières et postiers ont fait appel : celui-ci est suspensif de toutes les peines.

DES SUITES MILITANTES IMMÉDIATES

Une réunion unitaire s'est tenue dès le 15 juillet. Un succès par le nombre d'organisations présentes, mais surtout par l'état d'esprit militant : la volonté de répondre à la guerre que nous déclare non seulement La Poste mais bien toute la classe dirigeante, par une riposte d'ensemble.

L'objectif est donc de travailler à élargir l'arc des forces qui soutiennent les cinq postiers. L'activité militante va continuer dans ce sens pendant l'été. L'intervention militante dans l'entreprise ne va pas être perdue de vue, bien au contraire : la combativité que les patrons essaient d'attaquer à travers les cinq va s'exprimer de manière offensive dans les services de La Poste. L'activité militante qui s'est manifestée dans les rassemblements du 10 juillet va s'amplifier, en partant de l'activité des postières et postiers eux-mêmes.

ÉDOUARD MCBEYNE • 22/07/2025

Grève à la RATP : le patronat prépare les transferts, les travailleurs s'organisent pour leur avenir !



Le 10 juillet dernier, les travailleurs des dépôts de bus de la RATP étaient appelés à la grève face à la division que le patronat organise avec le transfert des lots vers des filiales privées des grandes multinationales du transport. Parmi les dépôts les plus mobilisés, Vitry-sur-Seine avec 95 % de grévistes, transféré avec celui d'Ivry (RATP) et de Villeneuve-le-Roi (KOVIM, Keolis Ouest Val-de-Marne) en un seul lot chez Keolis en août 2026, avec renégociation de tous les accords d'entreprise. Une journée animée par une assemblée générale

des conducteurs et de la maintenance à Ivry, suivie d'un rassemblement devant le dépôt de Vitry que les collègues du dépôt de Thiais, quant à lui transféré chez CAP IDF (filiale du Groupe RATP), ont rejoint.

UNE JOURNÉE RÉUSSIE POUR PRÉPARER LA SUITE

Le 10 juillet était un avertissement : les grévistes ont bien conscience que ce qui se cache derrière le transfert, c'est la dégradation de nos conditions de travail et le gel de nos salaires. Alors oui, un an pour se préparer, ce n'est pas de trop ! Certaines petites voix sont venues chanter sur les piquets qu'il faudra bien voter dans les élections à venir pour espérer voir les choses changer, mais, ce jour-là, c'est bien les chiffres des grévistes et leur organisation en assemblée générale que les patrons ont dû surveiller de près. Et c'est bien à cela qu'il va falloir se préparer : une lutte d'ampleur et coordonnée de l'ensemble des dépôts RATP (et au-delà ?). « L'union fait la force »... et les travailleurs de la RATP en ont déjà fait l'expérience.

CORRESPONDANT • 22/07/2025

Pour Daniel et tous les autres collègues : un pour tous et tous pour un !

Sur la ligne 9, Daniel, conducteur de métro, risque la révocation pour avoir réagi à une mauvaise gestion d'un gestionnaire de terminus. Cette répression n'est pas une exception : elle est le cœur du fonctionnement d'un système qui n'a qu'un seul objectif, maximiser la productivité en écrasant les agents. Qu'on soit conducteur, machiniste, agent de station, agent de la maintenance ou de l'administratif, la violence que nous subissons est la même. Mais la peur de la révocation peut être brisée par la force du nombre, par la solidarité active, par la construction d'un front commun, par l'action collective et déterminée des agents eux-mêmes. Ce que la direction de chaque dépôt, de chaque ligne de métro et de RER, de chaque atelier de maintenance redoute, ce n'est pas un agent qui se défend seul, c'est une riposte massive, collective, organisée, qui refuse de plier, qui refuse de subir et qui impose un rapport de forces.

CORRESPONDANT • 22/07/2025

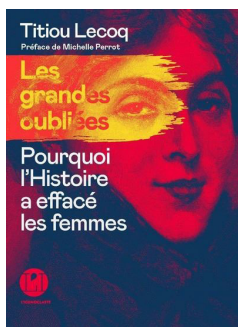
LECTURES D'ÉTÉ

HISTOIRE

LES GRANDES OUBLIÉES – POURQUOI L'HISTOIRE A EFFACÉ LES FEMMES

TITIYOU LECOQ

Collection Proche 2023 – Nouvelle édition augmentée en poche, avril 2025, 223 p. – 8,50 €



300 ans plus tard, chapitre 9 : « Autrice, oubli d'un mot et d'une profession ». Le combat des femmes prend un tour linguistique. Au Moyen Âge, il existait des féminins qui ont disparu : chevaleresse, jongleresse, autrice, tavernière... Avec accord de proximité. L'Académie française change les règles au XVII^e siècle. Les femmes regimbent. Mme

de Sévigné, à qui un homme disait « Je suis malade », répondait « Je la suis également »... Les autrices ont été gommées, les compositrices, les sculptrices, les femmes peintres aussi, comme Artemisia Gentileschi, et tant d'autres...

Chapitre 11 : « Révolutionnaires étouffées ». Adresse des citoyennes françaises à l'Assemblée nationale : « ... Rendez-vous esclaves celles qui ont contribué avec zèle à vous rendre libres ? ». Après l'abolition des privilèges dans la nuit du 4 août, elles demandent l'abolition des privilèges masculins. Puis le pire arrive, avec le Code Napoléon. Les chapitres se succèdent. XX^e puis XXI^e siècle. Chapitre 16 : « À la conquête des droits depuis l'après-guerre ». Chapitre 17 : « La pensée sexiste toujours vivace ». Et Tititou Lecoq de conclure, dans son style aussi alerte que précis : « Lutter contre l'oublioir » (terme emprunté à Aimé Césaire).

Un essai magnifique, ravageur et nuancé, qui, au fil du récit, donne toutes ses sources historiques. Indispensable.

HUGUETTE CHEVIREAU • 22/07/2025

ESSAIS

MULTINATIONALES – UNE HISTOIRE DU MONDE CONTEMPORAIN

SOUS LA DIRECTION D'OLIVIER PETITJEAN ET IVAN DU ROY

La découverte, 2025, 864 p., 28,50 €

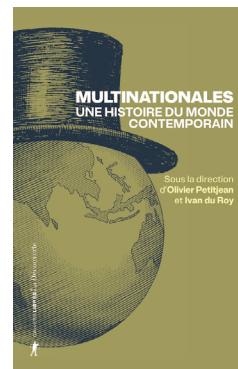
Écrit collectivement et composé de dizaines d'articles (centrés généralement sur une date et une entreprise précise) par des historiens et journalistes proches du milieu altermondialiste, ce livre très riche foisonne d'informations concrètes et narratives. Il suit cinq grandes parties selon un ordre historique, de 1850 jusqu'à nos jours, ce qui permet de suivre l'évolution du capitalisme et des politiques patronales.

Même s'il s'agit d'entreprises multinationales, les auteurs insistent sur le rôle des différents États pour propulser leurs champions nationaux. Un des principaux atouts du livre est d'ailleurs de donner une grande place à l'analyse des guerres et de l'impérialisme, en montrant les origines colonialistes de grandes entreprises prestigieuses, enrichies par le pillage, les conflits armés et en tirant profit des dictatures.

Si (sujet oblige) le livre porte principalement sur la grande bourgeoisie, les conséquences de l'exploitation sur les travailleurs et les luttes qu'ils y mènent tiennent une place non négligeable. Fait notable, le livre se penche aussi en détail sur l'aspect écologique et les catastrophes naturelles, et ce dès les premières parties portant sur le XIX^e siècle.

Le livre est très réussi (malgré quelques chapitres moins convaincants, nostalgiques des politiques réformistes keynésiennes et déferents à l'égard des institutions internationales), et fonctionne à sa façon comme une grande histoire de la mondialisation du système capitaliste. Son mérite est de quitter les grandes généralités pour aller dans le détail, et constitue donc un bon outil de travail pour toutes celles et tous ceux qui veulent comprendre le capitalisme pour mieux le combattre !

ROBIN KLIMT • 22/07/2025



À LIRE SUR NOTRE SITE

UN ÉTÉ AVEC ALEXANDRE DUMAS

JEAN-CHRISTOPHE RUFIN

Équateurs/France

Inter,



ROMAN

ON M'APPELLE DEMON COPPERHEAD

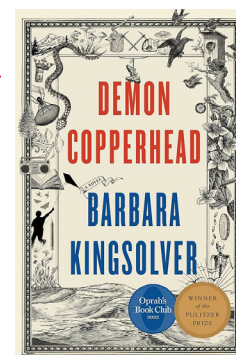
BARBARA KINGSOLVER

Livre de poche, 2022, 624 p., 11,40 €

Ce long roman, qui a eu le prix Pulitzer en 2023, est sorti en poche en mai dernier. L'autrice y fait une adaptation du roman d'apprentissage victorien *David Copperfield* de Charles Dickens, en le transposant dans la région des Appalaches, dans le sud des États-Unis, marquée par une grande pauvreté morale et matérielle des populations blanches qui y vivent.

On suit les aventures de Demon, né d'une mère junkie à même le sol d'un mobil-home misérable, sur fond de crise des opioïdes (qui a tué des centaines de milliers de personnes depuis les années 2000). Demon grandit entre différentes familles d'accueil, connaissant mauvais traitements et coups du sort, mais il finit toujours par rebondir. C'est la force de ce roman que de n'être jamais misérabiliste et de nous donner, malgré sa noirceur, de l'espoir, grâce à la solidarité, aux liens humains qui se tissent entre les personnages.

LILIANE LAFFARGUE • 22/07/2025



POLARS

LA MUSE ROUGE

VÉRONIQUE DE HAAS

Fayard, Poche, 2021, 448 p., 8,90 €, prix du Quai des Orfèvres 2022

Janvier 1920. L'inspecteur Victor Dessange, revenu blessé du front en 1918, enquête avec un jeune collègue sur l'assassinat d'une « insoumise » (nom donné aux prostituées qui ne se déclaraient pas aux autorités). C'est Pierrot, un « minot » des rues de 12 ans, qui a découvert le cadavre de son amie... près de la Monjol, une maison d'abattage misérable, rue Asselin, près des Buttes-Chaumont. S'ensuit au fil des enquêtes une formidable fresque du Paris des lendemains de la guerre (avec quelques incursions au Havre), entre les réunions de militants et poètes anarchistes (à leur local, « La Muse rouge »), de syndicalistes révolutionnaires à la bourse du travail... et les restaurants des beaux quartiers où se côtoient un ministre des Colonies, des peintures du quai d'Orsay, des affairistes sans scrupules, sans oublier les chefs de la « sûreté » adeptes de l'Action française et des Camelots du roi, commanditaires d'assassinats d'activistes révolutionnaires.

Le tout, alors que des grèves se préparent en France, mais aussi que la révolte gronde au « Moyen-Congo » et que des militants sénégalais projettent d'y acheminer des armes. Avec un épilogue réjouissant à l'Apollo de Montmartre où doivent jouer les Jazz Kings et un « saxophoniste inouï » qui vient de la Nouvelle-Orléans... un certain Sidney Bechet !

L'autrice, Véronique de Haas, est une prof de lettres à la retraite, passionnée d'histoire du xx^e siècle. Comme elle le précise dans ses remerciements, « cette rencontre n'aurait pas été possible sans le précieux concours des historiens de cette période d'après-guerre », en ajoutant dans un bref « avertissement » : « Il est sans doute un peu osé de mélanger la fiction et l'Histoire. [...] Cependant, cette fiction se fait aussi vecteur de l'Histoire ». Pari réussi. Tout en nous familiarisant avec l'argot de l'époque : la deffe ; le bourgeron ; le caboulot ; le mastroquet ; j'veis te chouriner ; pas touche à cette gigolette ; viens, il joue à la feuille ; il me charibote ; toi, t'as les pieds retournés ; bave pas des clignots, ma belle ; j'ai fait la tortue ; va pas chez ce morticole ; elle, c'est un lièvre ... et des dizaines d'autres expressions populaires. De quoi inspirer nos rappeurs d'aujourd'hui !

L'AGENT

PASCALE DIETRICH

Liana Levi, 2024, 192 p., 18 €

Anthony est un dénicheur de talents. Il repère Alba, ex-championne de biathlon, la vingtaine. Le geste pur, en plein dans le mille. Un caïd confie à Anthony un gros contrat : l'assassinat d'un secrétaire d'État. Problème : les commanditaires peuvent désormais se passer des services d'un agent et recrutent directement des tueurs payés une misère, les « charcleurs », de la chair à canon (comme on l'a vu dans les quartiers nord de Marseille). Anthony, lui, proposait un crime de qualité. Jeune tueur à gages quelques années plus tôt, il avait remis les armes et était devenu agent. Une ascension sociale. Il n'allait plus grossir les rangs des assistés. Mais trop de sous-traitance dans les contrats... Et Anthony devient la cible d'un sicaire, ancien légionnaire biélorusse « passé du crime légal au crime illégal, plus rémunérateur et pas forcément plus dégueulasse ». La traque. La fuite... à Vierzon, en compagnie d'une vieille dame en cavale de l'Ehpad, parfaite comme couverture. Entre-temps, la belle Alba s'entraîne et accepte le contrat d'un autre agent : tuer Anthony. Mais ça ne se passe pas comme prévu... Un concentré d'humour noir sur les déboires du marché du crime, où l'écriture virtuose à l'immoralité féministe de l'autrice rend addictif.

Les travaux de sociologue de Pascale Dietrich sur les populations précaires et les inégalités, ont de quoi inspirer la verve de ses courts polars. En voici quelques autres, désormais en poche :

Une île bien tranquille, 2017, 160 p., 8,50 € - Une île bretonne, où vivent des gens honorables et sans histoire... Jusqu'à découvrir la Trevedic Connection.

Les mafieuses, 2020, 160 p., 7,8 € - Les deux filles d'un mafioso grenoblois ont appris à fermer les yeux. L'une se convertit à l'humanitaire, l'autre modernise le business de papa dans sa pharmacie. Elle a pas mal d'idées pour déjouer avec sa sœur les dernières instructions du vieux père. La mafia éthique et féministe se mobilise. Qui dit mieux ?

Faut pas rêver, 2023, 208 p., 7,60 € - Mais que raconte le cauchemar de son chéri ? Une scène de crime à Marbella, en Andalousie. Lieu de vacances idyllique et respectable ? Pas vraiment.



EXPOSITION

BANLIEUES CHÉRIES – L'EXPO QUI RECADRE LES CLICHÉS

MUSÉE DE L'HISTOIRE DE L'IMMIGRATION, PALAIS DE LA PORTE-DORÉE, DU 11 AVRIL AU 17 AOÛT 2025

Plein tarif : 12 € ; tarif réduit : 9 € ; entrée gratuite pour les moins de 26 ans et pour tous le premier dimanche de chaque mois



Une histoire déambulée de la banlieue parisienne : c'est le programme de l'exposition du musée de l'Histoire de l'immigration. Dans les couloirs du palais de la Porte-Dorée, le parcours montre et raconte les transformations de l'urbanisme autour de la capitale du xix^e siècle à aujourd'hui.

UNE VUE EN COUPE DE LA VIE OUVRIÈRE

De la « zone » qui entourait les « fortifs » avec ses premiers bidonvilles et où vivaient les « zonards », jusqu'aux grands ensembles de l'après-guerre, de la peinture « réaliste socialiste » des banlieues rouges, jusqu'aux graffitis et au hip-hop, l'exposition est un hommage réussi à celles et ceux qui ont vécu dans les banlieues ouvrières. Dans cette mesure, elle réussit son but de « dépasser les clichés » et donne à voir la banlieue avec tendresse et un soin du détail certain. Le travail de dessinatrices, photographes, vidéastes ou plasticiens qui ont vécu ou travaillé en banlieue a été sollicité pour donner à voir l'intérieur des foyers, les paysages urbains, les hommes et les femmes dans leur quotidien.

H.C.

On ne s'étonnera pas, dans ce musée national appartenant à l'État, que la police soit la grande absente de la description de ce quotidien. Notamment, on pourra chercher longtemps dans les textes de l'exposition qui donc a pu tuer Zyed, Bouna, Adama ou Nahel : il faudra décoder l'œuvre murale de l'artiste Vince qui leur rend hommage pour repérer flashballs, photos de banderoles et stickers militants. Pas étonnant non plus que la misère et le « malaise social » (pour parler comme l'exposition), soit montrés comme une sorte de malheur tragique qui s'est abattu sur les banlieusards. Il faudra remplir là quelques pointillés politiques.

Mais l'expo, parce qu'elle ne montre pas seulement le « malaise social », justement, mais fait une large place à toute la richesse de la vie et de la culture ouvrière à travers son angle géographique, vaut largement d'être vue. D'ailleurs, visiteurs et visiteuses n'ont pas calqué cette dépolitisation. Sur le mur participatif de fin, deux messages reviennent en boucle, deux revendications : « free Palestine » et fin aux oppressions.

GASPARD JANINE • 22/07/2025

FILM

ONCE UPON A TIME IN GAZA

ARAB ET TARZAN NASSER

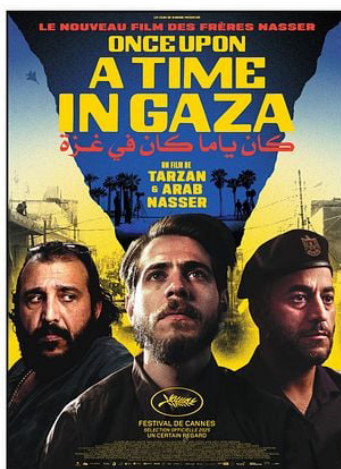
En salle depuis le 25 juin

Avec en toile de fond la bande de Gaza sous le blocus israélien après l'arrivée au pouvoir du Hamas, le dernier film des frères Nasser nous fait suivre l'histoire de Osama, caïd dur à cuire étrangement sympathique pour un dealer de pilules antidouleurs, et de son associé Yahya, étudiant fauché reconverti dans la restauration rapide.

Un thriller policier transposé à la société gazaouie. Le début du film est rythmé par les galères du quotidien des compères, la dé-

brouille, le trafic dans une bande de Gaza coupée du monde, les prises avec la police du Hamas qui fait la chasse à la drogue et les bombardements israéliens. La vie de Yahya bascule lorsqu'il est recruté dans un tournage de propagande du régime pour incarner le personnage principal, un leader de la résistance palestinienne. Tournage qui prend la forme d'une farce des luttes passées et des grands leaders de la résistance. À la fois cru et satyrique, dénonçant les oppressions que subit le peuple palestinien avec malgré tout un certain humour, le film offre un petit aperçu de ce qu'était la vie à Gaza.

JEAN EINAUGIG • 22/07/2025



LOI DE « MODERNISATION » DANS LES UNIVERSITÉS : LE GOUVERNEMENT CONTINUE À FAIRE LA PART BELLE AU PRIVÉ !

Alors que Macron et Bayrou coupent dans tous les budgets – dont celui de l'enseignement supérieur qui a été raboté l'année passée de 1,5 milliard d'euros –, le gouvernement ne compte pas s'arrêter là dans les attaques sur les universités. Le ministre de l'Enseignement supérieur et de la recherche, Philippe Baptiste, a déposé un nouveau projet de loi de « Modernisation et régulation de l'enseignement supérieur », dont le but est de donner plus de place au privé, qui s'est déjà largement développé ces dernières années : les étudiants y dépensent des milliers, voire des dizaines de milliers d'euros chaque année en frais d'inscription, s'endettant pour de nombreuses années, tout en étant privés de droits fondamentaux. Avec son projet de loi, le gouvernement veut faciliter la création de ce type d'établissements, par simple demande aux rectorats, et leur permettre de délivrer des licences et des masters au même titre que les facs publiques... Alors que le nombre d'étudiants

dans le privé n'a cessé d'augmenter ces dernières années (un quart des étudiants aujourd'hui, contre un dixième il y a 25 ans) du fait du manque de places et de moyens dans les universités publiques. D'ailleurs, le nombre de formations privées a augmenté de plus de 75 % depuis 2010, contre moins de 15 % dans le public. Le projet de loi entérine aussi le maintien des établissements publics expérimentaux (EPE) pour cinq ans de plus. Ces établissements, qui regroupent des établissements publics et les grandes écoles, sont placés en dehors du code de l'éducation et décident donc comme bon leur semble de leurs propres règles, de leurs propres frais d'inscription, réduisant considérablement les droits étudiants. Ces établissements sont encouragés à développer leurs ressources propres (entendre les financements privés et des frais d'inscription démultipliés), ce qui entérine le désinvestissement de l'État. Le projet de loi compte donner plus de pouvoirs aux recteurs. L'objectif est

simple : en déplaçant de nombreuses prises de décision du ministère aux rectorats, les attaques se feront « fac par fac » pour limiter les mobilisations à un terrain local. Le gouvernement déplace ainsi le problème : les frais d'inscription n'étant plus fixés au niveau national, une fac en difficulté financière pourrait décider de multiplier ses droits d'inscription. Si le gouvernement en place met ce type de mesures, c'est bien par peur de réactions nationales et de mouvements massifs dans les universités. Entre le vote de la mal nommée loi contre l'antisémitisme, qui ne cherche qu'à réprimer les étudiants mobilisés, les coupes budgétaires, l'augmentation de la sélection à l'université et ce type de projets de loi, nous avons de nombreuses raisons de chercher à préparer une rentrée universitaire de lutte !

LOÏE FLORÈS • 22/07/2025

Non à la sélection à l'université : les sans-facs s'organisent dans plusieurs villes en France pour arracher des inscriptions !

Cette année encore, des centaines de milliers de jeunes vont se retrouver sans fac, comme environ un candidat sur trois ces dernières années : en 2024, Parcoursup a laissé sur le carreau 295 000 candidats (31 %) et MonMaster 84 000 candidats (37 %). Le gouvernement envoie chaque année des centaines de milliers de jeunes sur le marché du travail pour offrir une main-d'œuvre bon marché au patronat. Mais, à écouter le gouvernement, si tu n'as pas de place à la fac, c'est que tu n'as pas assez travaillé ! Des mensonges imprégnés de mépris pour cacher une politique de tri social, voire raciste, avec des universités fermées aux jeunes des quartiers ouvriers et issus de l'immigration.

Face à cette situation, dans plusieurs universités en France, des collectifs de sans-facs en lutte contre la sélection s'organisent pour arracher leurs inscriptions.

Le 16 juillet, le collectif de Nanterre s'est rendu au ministère de l'Enseignement supérieur pour déposer les 150 premiers recours recensés en juillet à Nanterre, mais aussi ceux collectés par les collectifs de Lille, Grenoble, Lyon et Metz. Cette initiative a bénéficié d'une certaine couverture médiatique.

À Lille et Grenoble, les collectifs de sans-facs ont organisé des actions afin d'interpeller les présidences d'universités le 11 juillet. Soutenus par les sections locales et par la direction nationale de l'Unef, ils annoncent d'ores et déjà se préparer à se mobiliser dès le 1^{er} septembre si leurs recours ne débouchent pas sur des inscriptions dans l'été.

À l'heure où Bayrou vient d'annoncer de nouvelles coupes budgétaires astronomiques sur le dos des jeunes et des travailleurs, afin



notamment de financer le budget militaire, la lutte pour l'inscription des sans-facs, pour arracher de l'argent pour l'ouverture de places et des embauches à l'université,

montre qu'il est urgent de préparer une grève massive dans les facs à la rentrée.

HÉLOÏSE CINORRODO • 21/07/2025

Vers un nouveau « service militaire volontaire » à la rentrée 2025 ?

Macron a profité du défilé du 14 juillet pour annoncer sa volonté de « donner à la jeunesse un nouveau cadre pour servir », dans un contexte de montée des tensions inter-impérialistes sur l'ensemble du globe. Dans la foulée de son discours, la revue nationale stratégique trace les lignes d'un « service militaire volontaire rénové », qui sera discuté à la rentrée. Quelques mois seulement après l'échec de la généralisation du Service national universel (SNU), la bourgeoisie cherche un nouveau moyen d'embrigader la jeunesse.

L'exacerbation de la concurrence entre puissances impérialistes, particulièrement depuis le début de la guerre en Ukraine, stimule un militarisme français soucieux de ne pas être pris de vitesse. D'où les milliards investis par Macron dans le budget de la défense, dont le montant a quasiment

doublé en dix ans, pour atteindre 64 milliards d'euros en 2027.

Mais une armée victorieuse ne se réduit pas à ses canons Caesar ou à ses Rafale : il faut non seulement des hommes et femmes pour mettre en œuvre ces engins de mort, mais aussi un soutien politique au sein de la popu-

lation. « Ce sont les armées qui gagnent les combats, mais ce sont les nations qui gagnent les guerres », a expliqué le chef d'état-major de l'armée de terre, le général Pierre Schill en mai dernier : voilà la ligne directrice qui guide le gouvernement et l'état-major dans la volonté de « refondation » d'une forme de service militaire.

Il n'est pas question pour eux de revenir à une armée de conscription – piloter un Rafale, ça ne s'improvise pas ! – ou d'apprendre à l'ensemble de la population le maniement des armes – nous n'aurions nul besoin d'être encasernés pour le faire ! Il s'agit de construire une armée « mixte », mêlant professionnels,

réservistes et volontaires, et soutenue par une population embrigadée dès l'enfance derrière des idées nationalistes.

Malheureusement pour la bourgeoisie française, l'amour du treillis militaire n'est pas très développé dans la jeunesse en France : le SNU n'attirait majoritairement que les fils de flics ou de militaires... pour un coût si exorbitant que même les macronistes ont voté contre son élargissement. Sacré cassette. On ne leur souhaite pas du courage !

STEFAN INO • 22/07/2025

SUIVEZ LE NPA JEUNES RÉVOLUTIONNAIRES ET PRENEZ CONTACT !

SITE WEB : npa-jeunes-revolutionnaires.org

FACEBOOK : NPA Jeunes Révolutionnaires

X (TWITTER)

INSTAGRAM : @npajeunes_revo

NPA
JEUNES
RÉVOLUTIONNAIRES